

Syvadec : les frondeurs dans l'attente d'un plan « clair »

Si la victoire de Georges Gianni semble incontestable sur le plan démocratique, les délégués qui ont boycotté le vote du bureau du syndicat n'entendent pas pour autant pratiquer la politique de la chaise vide au sein de cette instance incontournable dans la gestion des déchets

Une élection tendue, une victoire « incontestable » et des perdants qui finissent par tourner les talons et claquer la porte. Si dans les rangs politiques, l'élection du nouveau bureau du Syvadec mercredi à Corte a, « à tort » selon les élus, été politisée, les dissensions observées et les silences observés et les silences observés de demain de défaite laissent penser que c'est bien une manche politique qui s'est jouée.

En reportant avec 20 voix d'avance la présidence, Georges Gianni a pris les rênes d'un Syvadec divisé, contesté souvent. Le candidat Femu à Corsica, Guy Armanet, n'a pas su rallier, et ce malgré l'appui de la majorité territoriale. L'élu de la Cab avait pourtant un atout dans sa manche : celui de connaître le dossier déchets en tant que vice-président. Face à lui, le maire de Lecci, soutenu par Laurent Marcangeli, a obtenu 62 suffrages le plaçant aux commandes du syndicat mixte de valorisation des déchets. Le temps des décomptes passé, la suspension de séance a été longue, trop longue, pour croire à une solution concertée. Des heures plus tard, trente-six délégués ont choisi d'emprunter la sortie en signe de mécontentement. Les élus de la

Cab en tête, allégés malgré eux d'une vice-présidence, mais aussi des conseillers communautaires du Cap Corse, de l'Île-Rousse-Balagne ou encore de l'Alta-Rocca. « Par solidarité », confiera Ange-Pierre Vivoni, maire de Sisco, tout en rappelant que ce coup de théâtre n'était pas prémédité. « J'avais d'ailleurs en ma possession les procurations des délégués cap corsins. Il y a eu une confusion, peut-être des malentendus qu'il faudra dissiper, mais les ordures ménagères ne sont ni de droite, ni de gauche, ni nationalistes, pas même sans étiquette. »

« Notre départ n'est pas définitif »

Au-delà du match Nord/Sud qui s'est soldé par un score de 42 voix contre 62, le fait le plus marquant aura peut-être résidé dans les décalages dénoncés concernant la stratégie politique des déchets de l'île. Les premiers mots du président, évoquant les projets à Viggianello II et Ghjuncaghju, ont sonné faux pour une majorité des délégués. Ces mêmes frondeurs. Des doutes se sont manifestés quant aux intentions du nouveau président : choisira-t-il de suivre la feuille de



Une partie des délégués a choisi de ne pas participer au vote du bureau pour exprimer « un mécontentement ».

route tracée par l'Assemblée de Corse ou s'en écartera-t-il ? Une crainte qui soulève toutefois une question sur la réelle marge de manœuvre du Syvadec dans l'application du plan déchet voté en 2018 qui prévoit le tri sélectif à la source et le sur-tri. Le vrai risque, ainsi que le confient certains élus, est d'assister à un ralentissement volontaire de son application. « Il est toujours possible d'aller plus ou moins vite sur le dossier, on l'a déjà vécu précédemment. »

Louis Pozzo di Borgo, le président de la Cab et conseiller ter-

ritorial Femu à Corsica, observe « un écart de vision qui s'est déjà exprimé. Nous, nous sommes pour le tri généralisé et contre le tout enfouissement. Néanmoins, notre départ n'est pas définitif, nous attendons de connaître le projet du nouveau président pour savoir dans quelle direction il veut emmener la Corse ».

Si l'exposé présenté n'était pas conforme aux attentes, rien n'exclut que la Cab renonce aux deux vice-présidences actuellement vacantes en signe « d'ouverture ». « Ce qui est certain, c'est qu'il ne

sera pas possible d'entrer dans l'exécutif du Syvadec sans être d'accord avec le plan proposé. En tant que délégués, nous pourrions néanmoins faire entendre notre voix », poursuit Louis Pozzo di Borgo.

Dans l'attente du projet global signé Gianni

Autre point de discord, le nombre de vice-présidences. La démonstration mathématique de Georges Gianni n'a pas su convaincre Pierre Savelli, le maire de Bastia. Pour ce dernier, le compte n'y est pas. Concéder seulement deux vice-présidences à la Cab, qui compte 17 délégués, n'est pas jugé suffisant, à moins que la Capa en abandonne une à son tour. « Nous en avions demandé trois ou une vice-présidence tournante. Mais si l'argument avancé est qu'elles sont calculées au prorata de la population, cela ne se vérifie pas toujours. » Pierre Savelli de prendre pour exemple des intercommunalités qui, avec seulement deux délégués, ont décroché une vice-présidence. On pense notamment à la communauté de communes Pascal Paoli. Sur ce point, la Cab n'a pas eu voix au chapitre. Lors de la

conférence des présidents, « la répartition des vice-présidences n'était pas discutable », assure Louis Pozzo di Borgo. « Pour les équilibres des territoires, chacun aurait dû pouvoir faire entendre sa voix. Et ce n'est pas le cas. » Là encore, avec une population calculée sur la DGF* de 85 103 pour la Capa et de 56 427 pour la Cab, la collectivité du Pays ajaccien aurait légitimité à disposer de davantage de vice-présidences que la région bastiaise. Mais, historiquement, les répartitions étaient autres. Retour à un calcul plus normalisé pour les uns, plus hégémonique pour d'autres.

Quel sera le poids de la Cab au sein du Syvadec ces prochaines années ? Va-t-elle rentrer dans les rangs et se contenter de l'offre non négociable avancée ? « Nous n'avons pas l'intention de pratiquer la chaise vide. Nous allons travailler tous ensemble sur cette problématique des déchets », assure le maire de Bastia. Le retour des frondeurs semble désormais suspendu au mode de gouvernance et à la politique qu'entend incarner Georges Gianni. À suivre...

JULIE QUILICI-ORLANDI

*Dotations globales de fonctionnement.